



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie commercialement par :

M. Benjamin TANGUY
CEA/P-SAC/SMA/BADN
Téléphone : 01 69 08 39 69
benjamin.tanguy@cea.fr

**TRAVAUX DE SUPPRESSION DE L'INTERACTION
ENTRE LES BATIMENTS 116 ET 118 DE L'INB 72**

Référence : Projet de marché n° B24-04171-BT

ENTRE

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par XXX, en qualité de XXX,

ci-après dénommé « le CEA »,
d'une part,

ET

La société **XXX**, domiciliée XXX, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de XXX sous le numéro RCS XXX représentée par XXX, en qualité de XXX,

ci-après dénommée « le Titulaire »,
d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	9
ARTICLE 7 - QUALITE	10
ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES.....	10
ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION - DUREE	11
ARTICLE 10 - ARRETS DE CHANTIER	11
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	13
ARTICLE 12 - REUNIONS	14
ARTICLE 13 - RECEPTIONS.....	15
ARTICLE 14 - GARANTIE	16
ARTICLE 15 - REVISION	16
ARTICLE 16 - MONTANT.....	17
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION	19
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT	20
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE	20
ARTICLE 20 - PENALITES.....	20
ARTICLE 21 - RESILIATION	21
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	23
ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX (BPU) OU UNITES D'ŒUVRE (UO)	30
ANNEXE 3 - MODELE DE FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP).....	31

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des travaux de suppression de l'interaction entre les bâtiments 116 et 118 de l'INB 72 sur le site du CEA Paris-Saclay.

1.2

Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction des Energies (DES), Direction des projets de Démantèlement, de Service nucléaire et de la gestion des Déchets (DDSD), Unité d'Assainissement-Démantèlement et de reprise et de conditionnement des déchets de Saclay (UADS), Service des Installations en Assainissement Démantèlement (SIAD).

1.4 Régime de sécurité du chantier

Les travaux à réaliser sont situés au sein d'une Installation Nucléaire de Base (INB) sur le site du CEA/Paris-Saclay établissement de Saclay (91). Le chantier se déroule dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B24-04171-BT, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges (CDC) référencé 2024-SIAD-SE72-0101 indice A de Juillet 2024,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
 - la circulaire DPSN n°13 relative aux modalités de gestion des équipements de protection des voies respiratoires sur les centres CEA. En particulier, les modalités de fourniture et de distribution d'air respirable par le CEA dans des cas exceptionnels, justifiés strictement par la spécificité du risque ou une situation particulière y sont précisées,
 - la note relative aux exigences applicables aux intervenants extérieurs aux INB de la DES PSAC n°DES/PSAC/SP/01 indice B de juillet 2022

- le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay Etablissement de Saclay de mai 2019,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée XXX datée du XX/XX/2024.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Conformément aux dispositions du CDC, l'objectif des prestations est de supprimer l'interaction existante entre les bâtiments 116 et 118 de l'INB 72.

Les prestations, objet du présent marché, se déclinent en une part forfaitaire et une part estimative définies ci-après.

3.1 Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires comprennent :

- le suivi de la prestation y compris l'ensemble des livrables documentaires (CR de réunion, RFI, DOE, etc.),
- les études d'exécution,
- l'installation de chantier,
- les travaux de maçonnerie du mur nord,
- les travaux sur les poutres de la couverture du couloir,
- le repli de chantier et la gestion des déchets.

3.2 Partie estimative

Les prestations de la partie estimative se déclinent comme suit :

- des prestations sur bordereau de prix,
- des prestations sur devis préalables.

3.2.1 Prestations sur bordereau de prix

Le Titulaire peut être amené à réaliser les unités d'œuvre telles que détaillées dans le CDC et reprises dans le tableau ci-dessous :

N°	Intitulé
UO 1	Mise en place du matériel nécessaire pour l'ensemble des percements de la charpente métallique en cas de présence de peinture au plomb (EPI, mode opératoire, procédure de confinement adaptée, etc.)

Ces prestations seront rémunérées sur la base des unités d'œuvres (UO) mentionnées à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par un ordre de service (OS) dont le modèle figure en en annexe.

A titre exceptionnel, les Parties peuvent convenir de la création de nouvelles UO au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des UO sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des UO complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- à titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouvelles UO sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.2.2 Prestations sur devis préalable

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification ou l'ajout de travaux supplémentaires.

Les prestations sur devis préalables portent exclusivement sur des modifications ou des prestations supplémentaires non couverts par les Spécifications Techniques (exemple : découverte d'amiante), nécessaires à la bonne réalisation du marché et directement liées à l'exécution de ce dernier, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire.

Pour ces prestations, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de **5 (cinq) jours ouvrés**, faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remis lors de sa soumission,
- ou, à défaut, de prix nouveaux, pour des natures de prestations non chiffrées à l'offre, décomposés comme suit :
 - le nombre d'heures d'intervention par qualification, les taux horaires (conformes aux dispositions de l'article « Montant » du marché),
 - la part approvisionnement et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagnés des justificatifs correspondants,
 - la part sous-traitance et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagnés des justificatifs correspondants. Les devis des sociétés consultées sont obligatoirement transmis au CEA.

Ce devis comprendra également un descriptif des prestations à réaliser et un calendrier de réalisation.

Chaque devis fait l'objet d'une instruction et si nécessaire de négociations, jusqu'à sa validation par le CEA. Une fois acceptés par le CEA, les devis ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Le Titulaire n'engage aucun travail modificatif sans avoir reçu l'accord préalable et écrit du CEA sur le devis, formalisé par une fiche de modification sur devis préalables (FDMDP) signée par le CEA, dont le modèle figure en annexe du marché. Le CEA ne sera redevable d'aucune somme au titre d'éventuels travaux ou prestations complémentaires qui n'auraient pas fait l'objet d'une FDMDP signée par le CEA.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les moins-values résultant des prestations retirées du périmètre du marché. Dans ce cas ces moins-values feront également l'objet d'une fiche de modification (FDMDP) distincte détaillant le montant sur la base des prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.

Chaque FDMDP est prise en compte financièrement soit au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant, soit par la conclusion d'un avenant au marché établi au plus tard à l'échéance du marché. L'avenant regroupe une série de FDMDP le cas échéant. Ce choix est soit mentionné sur la FDMDP, soit décidé ultérieurement et notifié dans un compte rendu de réunion. Les prestations supplémentaires nécessitant une contractualisation par voie d'avenant ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de cet avenant par les Parties.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, est en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il juge nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance des installations, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux prestations.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Conformité aux normes

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

5.2 Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

5.3 Travaux en site occupé et continuité de service

Le chantier se déroulera dans les contraintes d'un site occupé et le bâtiment continuera à être exploité pendant la durée des travaux. En conséquence, le Titulaire devra veiller à assurer la continuité de service de ces installations.

5.4 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Pour les matériels appartenant au CEA étant prêtés au Titulaire, celui-ci les met en œuvre sous sa seule responsabilité.

5.5 Protection du matériel et outillage du Titulaire pour les interventions réalisées en INB

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger le matériel et l'outillage utilisé dans le cadre du présent chantier.

Les opérations de nettoyage et de décontamination de l'ensemble du matériel propriété du Titulaire sont à la charge de ce dernier.

Le retour dans le domaine public de ce matériel et/ou de cet outillage est subordonné à l'autorisation du CEA. Cette autorisation ne pourra être donnée que si ce matériel est exempt de contamination.

La sortie de matériel contaminé sous la responsabilité du Titulaire ne pourra être acceptée par le CEA que si l'activité résiduelle est fixée et si la destination finale est une autre Installation Nucléaire de Base ou un local adapté, faisant au moins l'objet d'une déclaration à l'IRSN ou à l'ASN, pour recevoir du matériel issu de chantier d'assainissement.

Toute sortie de matériel contaminé ou non est soumise aux contrôles réglementaires en vigueur sur le site du CEA Paris-Saclay, en particulier par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE), et faire l'objet d'une attestation de contrôle radiologique, voire d'un bordereau d'évacuation.

Si le Titulaire ne dispose pas de local adapté, ce matériel devra rester sur le site du CEA Paris-Saclay. Les frais éventuels de mise aux déchets seront à la charge du Titulaire.

Au cas où la contamination de ce matériel n'incomberait pas au Titulaire, le CEA s'engage à racheter le matériel conformément aux valeurs d'immobilisation résiduelles sur justificatifs.

La valeur de rachat du matériel (V_r) est calculée à partir de la formule suivante :

$$V_r = V_a - V_n \times A \quad \text{où} \quad V_n = \frac{V_a}{X}$$

dans lesquelles :

V_r = valeur de rachat du matériel,

V_a = valeur d'achat de l'équipement sur justificatif. La facture à la date d'achat comprenant la référence du matériel devra être fournie par le Titulaire dès sa mise en place dans les locaux du CEA.

Le CEA n'acceptera que les factures d'un montant supérieur à 1 000 € HT,

V_n = valeur de l'annuité,

A = durée (en années) entre la date de l'achat du matériel et la date de la demande de rachat,

X = durée d'amortissement (en années).

A et X sont à définir par le Titulaire

5.6 Locaux mis à disposition par le CEA

Le CEA confie au Titulaire à titre gracieux le ou les locaux déterminés lors de la réunion d'enclenchement. Le Titulaire s'engage à quitter les lieux à compter de la date de fin du présent marché.

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

5.7 Enlèvement des déchets

Le cas échéant, pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

5.8 Horaires

5.8.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2024, ces derniers sont les suivants :

- mardi 02 janvier,
- vendredi 10 mai,
- lundi 12 août au vendredi 16 août,
- lundi 23 décembre au 31 décembre.

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

5.8.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

5.9 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 2 au présent marché.

ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, matériaux, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteurs en CO2 et à fournir et suivre le bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les travaux.

A ce titre, les objectifs environnementaux sont déclinés comme suit :

- limiter les risques et les nuisances engendrés par les travaux et choisir des matériels et outils réduisant au maximum les nuisances sonores et l'empoussièrement dans les locaux,
- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs,
- limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques,
- afin de réduire l'émission de GES durant l'exécution des prestations, optimiser le chargement des camions, les déplacements et utiliser des moyens de transports faiblement émetteurs en CO2,
- en matière d'approvisionnement, privilégier le choix de fournitures ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, intégrant des matériaux recyclés ou performants d'un point de vue environnemental.

Il est attendu du Titulaire qu'il fournisse et suive les indicateurs suivants :

- bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements des engins et véhicules,
- reporting complet des déchets (volume, type, et volume orienté vers le réemploi), bons de pesée et traçabilité,
- part de produits écolabellisés ou faisant l'objet d'une évaluation environnementale (ex. : FDES).

Un bilan de ces indicateurs sera à fournir par le Titulaire en fin de travaux.

ARTICLE 7 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQP) relatif à la prestation.

Les prestations étant concernées par l'Arrêté « INB » du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux Installations Nucléaires de Base, le Titulaire met en place un système de management de la Qualité permettant de satisfaire les exigences de cet arrêté.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 8 - REMISE DE LIVRABLES

8.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

8.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de **10 jours ouvrés**. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

En cas de remise simultanée de livrables dans les **5 jours ouvrés**, les délais de relecture du CEA sont augmentés de **5 jours ouvrés supplémentaires** par livrable remis.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

8.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports numériques compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en exemplaire papier et un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable Word ou DWG et une version non modifiable type pdf).

8.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION - DUREE

Le planning est à compléter par le titulaire et à remettre avec son offre

9.1 Prestations forfaitaires

T0 correspondant à la date de réunion d'enclenchement des prestations, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

Intitulé	Délai
Réunion de lancement	T0
Etudes d'exécution	T0 +
Installation de chantier	T0 +
Travaux de maçonnerie du mur Nord	T0 +
Travaux sur les poutres de la couverture du couloir	T0 +
Repli de chantier et gestion des déchets	T0 + (=T1)
Remise des RFI et DOE	T1 + 1 mois

9.2 Prestations sur bordereaux de prix

N°	Intitulé	Délai
UO 1	Mise en place du matériel nécessaire pour l'ensemble des percements de la charpente métallique en cas de présence de peinture au plomb (EPI, mode opératoire, etc.)	

9.3 Prestations sur devis préalables

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans la FDM DP.

ARTICLE 10 - ARRETS DE CHANTIER

10.1 Dispositions générales

Ne sont pas considérés comme arrêts de chantier au sens du présent article :

- les jours de fermeture du centre listés à l'article « horaires » du présent marché,
- les périodes d'arrêt définies dans les Spécifications Techniques,
- les jours fériés,
- libération du couloir pour passage de la sécurité ou de l'exploitant.

10.2 Arrêts de chantier programmés du fait du CEA (préavis supérieur à 7 jours calendaires)

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

Un arrêt de chantier programmé, pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec au moins un délai de 7 jours calendaires de préavis, ne donne pas lieu à rémunération au personnel du Titulaire.

10.3 Arrêts de chantier inopinés du fait du CEA

L'arrêt de chantier est inopiné dans le cas où les travaux sont interrompus à la demande du CEA, pour des raisons qui lui sont directement imputables, avec un délai de prévenance inférieur à 7 jours calendaires.

En cas d'arrêt de chantier inopiné du fait du CEA, la rémunération des frais de main-d'œuvre sera due au Titulaire pendant 5 jours ouvrés maximum à compter de la date d'arrêt effective du chantier.

Cette rémunération est fixée à la somme forfaitaire et journalière de : € HT.

Après examen, le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier inopiné par courrier simple ou courrier électronique.

10.4 Arrêts de chantier ne donnant pas lieu à une rémunération du Titulaire

Les arrêts de chantier trouvant leur origine, même partiellement dans le non-respect par le Titulaire du référentiel de sûreté, déchets, des consignes de l'Installation, de sécurité ou de radioprotection ou à l'absence d'une demande de consignation ne feront pas l'objet d'une rémunération et n'entraîneront pas la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

De même, aucun arrêt de chantier ne sera dû en phase d'études.

10.5 Arrêts de chantier entraînant une remobilisation du personnel

Au-delà de 20 jours ouvrés d'arrêt de chantier, la remobilisation du personnel sur site entraînera la rémunération de ladite remobilisation sur la base des montants forfaitaires suivants par qualification :

Qualification	Forfait de remobilisation (HT)

10.6 Arrêts de chantier avec immobilisation et/ou repli du matériel

Un arrêt de chantier entraînant une immobilisation du matériel donne lieu à rémunération du Titulaire. Le cas échéant, le repli du matériel (déterminé en concertation avec le CEA) donne lieu à application de frais de démobilisation / remobilisation.

Cette rémunération est fixée aux sommes forfaitaires de :

Désignation du Matériel	Montant HT		
	Immobilisation (par jour)	Démobilisation	Remobilisation

Lorsque la notification du repli du matériel intervient en cours d'arrêt de chantier avec immobilisation du matériel, l'indemnisation du Titulaire liée au matériel immobilisé est interrompue à compter du jour de la date de notification.

10.7 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus :

- pour un arrêt avec immobilisation inférieur ou égal à 5 jours ouvrés : au plus tard, 2 jours ouvrés après notification du CEA de la reprise des travaux,
- pour un arrêt avec immobilisation strictement supérieur à 5 jours ouvrés : au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux,
- pour un arrêt avec repli de chantier et/ou remobilisation de personnel : au plus tard 2 semaines calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux.

La reprise des travaux est constatée conjointement par un procès-verbal indiquant la durée effective de l'arrêt.

10.8 Délai contractuel

Tout arrêt de chantier donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraînera la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA :

M. Gérard PAULIN	01 69 08 35 18	gerard.paulin@cea.fr
M. Aurélie ROBERT-ORTIS	01 69 08 62 67	aurelie.robert-ortis@cea.fr

- Pour le Titulaire :

.....

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - REUNIONS

12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

Avant toute réunion, le Titulaire transmet les supports de présentation au CEA dans un délai minimal de **3 jours ouvrés**.

12.2 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay.

12.3 Inspection Commune Préalable (ICP)

Conformément aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992, une Inspection Commune Préalable (ICP) sera organisée quinze jours avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

12.4 Réunions d'avancement périodiques

Ces réunions d'avancement de la prestation se tiendront à une fréquence hebdomadaire en présence d'un responsable hiérarchique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment des points suivants :

- faire un point sur l'avancement de la prestation (technique et financier),
- évaluer les écarts éventuels par rapport à l'expression de besoin et orienter, le cas échéant, les travaux du Titulaire,
- examiner les problèmes rencontrés par le Titulaire pouvant empêcher le bon déroulement de la prestation,
- définir les actions à entreprendre.

12.5 Réunions techniques spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.6 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai de **5 jours ouvrés** suivant la date de réunion. Le CEA dispose ensuite de **10 jours ouvrés** pour faire part de ses remarques.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion. A l'inverse, l'acceptation par le CEA des comptes rendus ne décharge pas le Titulaire de sa responsabilité quant à son contenu.

ARTICLE 13 - RECEPTIONS

13.1 Réception des prestations forfaitaires

La réception sera prononcée à la fin des travaux, dans les conditions prévues aux articles 30 et 34 des CGA et conformément aux dispositions de l'article 1792-6 du code civil.

Les travaux font l'objet d'une réception constatée après :

- constatation de l'achèvement des travaux,
- constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- réalisation satisfaisante des essais prévus au marché,
- constatation du repli du chantier et la remise en état des lieux,
- acceptation par le CEA des documents dus au titre de l'exécution du marché (Dossier des Ouvrages Exécutés, plans de recollement, notices techniques d'exploitation et de maintenance).

Cette réception qui ne pourra être prononcée qu'en l'absence de réserve majeure selon les modalités visées à l'article 34.2 des CGA, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

13.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés.

13.3 Réception sur prestations sur devis préalables

La réception des prestations sur devis préalables sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations sur devis préalables et des livrables associés.

13.4 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 14 - GARANTIE

14.1 Garantie concernant les études

Le Titulaire ne peut pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du marché.

14.2 Garantie concernant les travaux

14.2.1 Garantie de parfait achèvement (cf. article 34.3 des CGA)

La signature du procès-verbal de réception ouvre une période d'un an dite de « parfait achèvement ». Pendant cette période, le Titulaire doit procéder à la réparation des désordres constatés après réception.

Si, à l'issue, des réserves n'ont pas été levées ou des désordres n'ont pas été réparés, le CEA se réserve le droit, après mise en demeure, de faire exécuter les travaux nécessaires par toute entreprise de son choix, aux frais du Titulaire.

14.2.2 Garanties biennale et décennale

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

ARTICLE 15 - REVISION

Les prix mentionnés à l'article 16 *infra* et aux annexes correspondantes sont révisibles annuellement à compter de la deuxième année d'exécution des prestations, soit au mois de **XXX** (date de la réunion d'enclenchement).

Dans le mois courant précédent celui de la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application des formules suivantes :

$$P = C \times P_0$$

où

$$C = 0,15 + 0,50 \times \frac{ICHTrevTS}{ICHTrevTS_0} + 0,35 \times \frac{FSD2}{FSD2_0}$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P_0 = prix aux conditions économiques initiales,

C = coefficient de révision,

$ICHTrevTS_0$ = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (identifiant INSEE n° 001565183), publiée pour le mois de **XXX 202X [mois de remise de l'offre]**,

$FSD2_0$ = valeur de l'index Frais et Services Divers - modèle de référence n°2, publiée au Moniteur pour le mois de **XXX 202X [mois de remise de l'offre]**,

$ICHTrevTS, FSD2$ = dernière valeur de ces mêmes indices, publiée **au 1^{er} du mois** précédent la date de révision¹.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 16 - MONTANT

16.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **XXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

La décomposition de ce montant est détaillée ci-après.

16.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires, objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de **XXXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**.

16.3 Prestations sur bordereau de prix

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de **XXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**.

¹ Exemple : si le marché est signé le 15 juin, le 1^{er} du mois précédent la date de révision est le 1^{er} mai.



Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

N°	Intitulé	Prix unitaire (HT)
UO 1	Mise en place du matériel nécessaire pour l'ensemble des percements de la charpente métallique en cas de présence de peinture au plomb (EPI, mode opératoire, etc.)	xxx €

En cas d'ajout de nouvelles UO, selon les dispositions de l'article 3 du marché, le montant de ces UO complémentaires est défini dans le courrier signé contradictoirement par les Parties.

16.4 Prestations sur devis préalable

Le montant des prestations sur devis préalable est plafonné à la somme de **XXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA (FDMDP) et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des taux horaires suivants :

	Qualification	Taux horaire (HT)
1		
2		
3		
4		
...		

L'acceptation par le CEA du devis du Titulaire rend le montant de la demande de la prestation concernée forfaitaire et ferme.

16.5 Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais (études, matériels, consommables, livrables, etc.) et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

16.6 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXXX **[mois de remise de l'offre finale]**.



ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION

17.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires du présent marché sera facturé par le Titulaire, avec les taxes correspondantes, après signature du PV signé contradictoirement par les Parties conformément à l'échéancier suivant :

- 10 % montant HT de la part forfaitaire à la réception des études, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- 70 % du montant HT de la part forfaitaire sur factures mensuelles, proportionnellement à l'avancement des travaux (y compris le repli et le nettoyage du chantier) effectués depuis le début du chantier,
- 20 % du montant HT de la part forfaitaire et les taxes correspondantes après acceptation par le CEA du DOE, et signature par les Parties du procès-verbal de réception.

17.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées mensuellement et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées, acceptée sans réserves par le CEA. Elles sont rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

17.3 Prestations sur devis préalable

Les prestations sur devis préalables seront facturées mensuellement et toutes taxes incluses, à la réception des prestations correspondant à chaque FDMDP, acceptée sans réserves par le CEA. Elles sont rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

17.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4001XXXXXX).

Chaque terme de paiement fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire signé par les Parties.

17.5 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.

17.6 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 20 - PENALITES**20.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, option(s) affermie(s) et prestations hors forfait engagées).

20.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définies dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité (HT)
Mise en place du marché	
Retard de mise en place de la réunion d'enclenchement du fait du Titulaire (au-delà de 2 semaines après signature du marché par les parties).	350 € par semaine calendaire
Retard dans l'établissement approuvé du Plan Qualité Particulier	250 € par semaine calendaire
Organisation	
Absence du responsable hiérarchique et/ou opérationnel aux réunions	200 € par itération

Pénalités de retard	
Retard dans la remise d'un livrable	50 € par jour calendaire et par livrable
Retard dans la remise d'un devis	100 € par jour calendaire
Non-respect des délais d'exécution définis à l'article « DELAIS d'EXECUTION - DUREE »	250 € par jour calendaire
Non-respect des délais d'exécution définis dans les FDMDP pour les prestations sur devis préalable	150 € par jour calendaire
Retard dans la remise du DOE	250 € par jour calendaire
Respect QSSE	
Qualité des documents exigés	300 € par livrable et itération à partir de la 3 ^{ème} version d'un même document remis par le Titulaire, équivalent à la troisième relecture du CEA
Non prise en compte des remarques remontées en réunion mensuelle (et formalisée en demande dans le compte-rendu de réunion)	300 € par constat à partir du 3 ^{ème} retour identique (et plus) sur un compte rendu de réunion mensuel
Non prise en compte des consignes de sécurité et de respect de l'environnement (travailleur isolé, absence d'habilitation,...)	2 500 € par constat
Mode opératoire non ou mal respecté	2 500 € par constat
Non traitement des déchets produits	1 000 € par constat
Demande d'agrément de sous-traitant non réalisée ou hors délai	750 € par constat
Ecart lié à la sécurité (non-respect du plan de sécurité/prévention, non-respect du zonage déchets, etc.) faisant l'objet d'une fiche d'écart	3 000 € par constat
Non-respect des dispositions relatives à la sûreté ayant entraîné l'émission d'un constat	5 000 € par constat
Incident amenant à la déclaration d'un événement significatif auprès de l'ASN	5 000 € par incident

20.3 Pénalités pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

ARTICLE 21 - RESILIATION

21.1 Résiliation de plein droit

Pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours calendaires suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le présent marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché pourra être effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.



21.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, l'article « Confidentialité » continuera à produire ses effets.

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale et la protection contre les rayonnements.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants), dans les installations nucléaires de base et installations susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique (art L4521-1, art R4523-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
- aux obligations et consignes particulières pour les travaux effectués en présence de rayonnements, et mentionnés ci-après :
 - Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter les textes réglementaires relatifs à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants (Code du travail, art R4451-1 à R 4451-144) et les arrêtés et décisions (de l'ASN) d'application.
 - Il doit en particulier, assurer la surveillance dosimétrique et médicale de ses employés, organiser leur formation et veiller à la tenue et à la mise à jour des documents prévus par les décrets précités. Pour les travaux effectués en présence de rayonnements ionisants, la dosimétrie réglementaire du personnel intervenant du Titulaire est à la charge de ce dernier.
 - Le Titulaire s'engage à ce que le personnel effectuant les travaux soit classé dans la catégorie requise pour leur exécution et applique les dispositions de sécurité et de radioprotection prévues par les règles générales de radioprotection du CEA, les circulaires et les consignes en vigueur sur le Centre en particulier :
 - 1) la circulaire CEA Paris-Saclay 2007/420 relative aux Règles d'accès des personnels en zone réglementée dans les installations du CEA Paris-Saclay. En particulier, excepté pour les apprentis dont les conditions d'exposition sont spécifiquement définies par le code du travail, il est précisé qu'aucun personnel âgé de moins de 18 ans ne peut effectuer des travaux sous rayonnements ionisants sur le site du CEA Paris-Saclay,
 - 2) la procédure relative aux contrôles radiologiques des matériels référencée CEA/P - SAC/DIR/PR/04.
 - 3) Lorsque les travaux sont effectués dans une zone à risque de contamination explicitement répertoriée au début des travaux, les modalités de contrôles, de tri, de conditionnement et d'enlèvement des matériels, des matériaux et des déchets produits, prévues par le CEA, doivent être appliquées,
 - 4) En particulier, les sorties de matériels, de matériaux et de déchets produits sur le site du CEA Paris-Saclay, doivent recevoir l'autorisation préalable et exclusive du CEA, y compris les sorties des matériels appartenant au Titulaire.

1.2 *Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale*

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. **Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. **Accès au Centre**

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.
- le carnet d'accès PROMINF (PROMotion de l'Industrie Nucléaire Française) pour le personnel dont le classement en catégorie A ou B est requis pour travailler en présence de rayonnements ionisants.

Ce Carnet d'accès doit être accompagné de la « Carte Professionnelle Suivi Médical » (Catégorie A ou B), en cours de validité. Cette carte est également appelée DATR (Directement affecté aux travaux sous rayonnements ionisants).

Ce personnel devra se présenter muni d'un dosimètre réglementaire, obtenu auprès d'un laboratoire de dosimétrie agréé.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).



Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro

et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,

- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

6.2 *Surveillance médicale effectuée par le Centre CEA Paris-Saclay et les tarifs associés*

La surveillance médicale du personnel d'entreprise appelé à travailler sur le Centre Paris-Saclay est exercée sous la responsabilité de l'entreprise. Ce personnel doit pouvoir présenter à la demande du CEA la fiche médicale d'aptitude (article D4624-47 du Code du Travail) délivrée par le médecin du travail de l'entreprise et attestant qu'il a suivi une visite médicale légale.

Les personnels d'entreprise appelés à travailler sous rayonnements ionisants (intervenant en zone contrôlée et donc classés A ou B), et ceux qui sont soumis à un risque particulier par le CEA (biologique, laser, etc..), font l'objet d'un suivi complémentaire particulier par le Service de Santé au travail (SST) du site concerné (Saclay ou Fontenay-aux-Roses) en application :

- des articles R.4513-9 à R 4513-13 du code du travail, relatifs aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure,
- des articles R 4451-1 à R 4456-28 du code du travail, relatifs à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants,
- des articles 45-1 à 45-3 du décret n° 75-306 du 28 avril 1975 modifié, relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants en INB.

Les frais médicaux correspondants seront facturés par le CEA en considérant les cas énumérés ci-après.

6.2.1 *Personnels d'entreprise intervenant en zone contrôlée*

Le régime applicable diffère selon l'habilitation du SST de l'entreprise extérieure à assurer le suivi médical des salariés intervenant en INB, et la formation correspondante du médecin du travail qui suit le personnel concerné.

a) Le SST de l'entreprise extérieure est habilité et le médecin du travail dûment formé :

Le SST du Centre Paris-Saclay n'assure que l'évaluation de l'exposition interne liée à l'objet du marché (examens radiotoxicologiques de début et fin de chantier, dosages systématiques des prélèvements nasaux, anthroporadiamétries, ...)

Le tarif applicable est celui en vigueur l'année de la réalisation des examens. Il s'entend pour une intervention sans interruption au profit d'une intervention en zone contrôlée dans un autre site.

Le tarif applicable au 1^{er} janvier 2024 est de 669,69 € HT.

b) Le SST de l'entreprise n'est pas habilité ou le médecin du travail n'est pas formé :

Le SST du Centre Paris-Saclay assure l'ensemble de la surveillance médicale spécifique au risque nucléaire (examens radiotoxiques de début et fin de chantier, dosages systématiques des prélèvements nasaux, anthroporadiations, examens complémentaires, analyses biologiques et visite médicale spécialisée).

Le tarif applicable est celui en vigueur l'année de la réalisation des examens.

Les conditions tarifaires applicables au 1^{er} janvier 2024 sont les suivantes :

- personnel de catégorie A et présent sur le Centre pour une durée supérieure à six mois : 937,12 € HT par salarié et par an,
- personnel de catégorie A et présent sur le Centre pour une durée inférieure à six mois : 597,24 € HT par salarié et par an,
- personnel de catégorie B : 673,45 € HT par salarié et par an.

Ces tarifs s'entendent pour une présence sur le site concerné (Saclay ou Fontenay-aux-Roses), sans interruption au profit d'une intervention en zone contrôlée dans un autre site. Toute interruption de cette nature donne lieu à une facturation supplémentaire fixée au tarif en vigueur l'année de la réalisation des examens. Le tarif applicable au 1^{er} janvier 2024 est de 669,69 € HT par interruption.

6.2.2 *Personnels soumis par le CEA à un risque particulier (hors rayonnements ionisants)*

Le SST du Centre Paris-Saclay assure la surveillance médicale spécifique au(x) risque(s) surajouté(s).

Le tarif applicable est celui en vigueur l'année de la réalisation des examens. Le tarif applicable au 1^{er} janvier 2024 est de 188,70 € HT par salarié concerné et par an.

6.2.3 *Personnels d'entreprise n'intervenant pas en zone contrôlée et non soumis par le CEA à un risque particulier*

La surveillance médicale de ces salariés est exclusivement assurée par le SST de l'entreprise extérieure (sauf soins d'urgence, assurés par le SST du Centre Paris-Saclay).

Les salariés concernés ne seront pas suivis par le SST du Centre Paris-Saclay et aucune facturation ne sera émise par le CEA.

6.2.4 *Evolution tarifaire*

Les tarifs applicables seront ensuite révisables au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \left(0,20 + 0,50 \times \frac{S}{S_0} + 0,30 \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0} \right)$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P_0 = prix initial (pour la première révision) ou prix résultant de la dernière révision,

C = coefficient de révision,

S_0 = valeur de l'indice trimestriel de salaires mensuels de base de l'ensemble des salariés - Activités économiques - Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale de septembre de l'année N-2 (indice disponible sur le site www.insee.fr/fr/information/3128533 - identifiant : 10562683),

$EBIQ_0$ = valeur de l'indice Energie, biens intermédiaires et biens d'investissements du mois de septembre de l'année N-2 (indice disponible sur le site www.insee.fr/fr/information/3128533 - identifiant : 10534841),

$S, EBIQ$ = valeur de ces mêmes indices du mois de septembre de l'année N-1.

Les examens d'analyses de biologie médicale seront exonérés de TVA conformément à l'article 261-4-1° du code général des impôts.

Le régime fiscal applicable aux visites médicales sera celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En conséquence, le montant porté sur la facture sera ventilé entre la partie afférente aux analyses médicales exonérées de TVA et celle afférente aux visites médicales soumises à la TVA.

7. Protection des travailleurs contre le rayonnement et dosimétrie opérationnelle

7.1 Modalités d'attribution des dosimètres

Conformément aux dispositions de l'article 16.4 des CGA, si le Titulaire utilise ses propres dosimètres compatibles avec le système du CEA (système DOSICARD), et adaptés à la nature des risques encourus, il assure et prend en charge la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires.

En revanche, si le Titulaire n'utilise pas des dosimètres compatibles avec ce système, et adaptés à la nature des risques encourus, le CEA met à sa disposition des dosimètres pour procéder au suivi de la dosimétrie opérationnelle de ses personnels et assure lui-même la maintenance et les vérifications périodiques réglementaires. Les frais afférents et les modalités de facturation sont prévus aux articles 6.3 et 6.4 ci-après.

7.2 Transmission des résultats de la dosimétrie

Dans les deux cas, le CEA transmet au Système d'Information de la Surveillance de l'Exposition aux Rayonnements Ionisant (IRSN/SISERI), les résultats nominatifs des personnels intervenants toutes les semaines.

Conformément à la réglementation, la personne compétente en radioprotection (au sens de l'article R4451-103 du code du travail) de l'entreprise peut accéder à la consultation nominative des résultats de la dosimétrie opérationnelle pour les salariés de l'entreprise intervenus sur le site de Saclay au cours des 12 derniers mois. Au cas où le CEA serait amené à fournir les dosimètres opérationnels du personnel intervenant du Titulaire, le CEA transmet les résultats au Titulaire si celui-ci en fait la demande.

Le Titulaire s'engage à remettre le récépissé du SISERI et l'aptitude médicale nominative à ses salariés (ou à son sous-traitant pour qu'il en fasse de même). Chaque intervenant devra présenter ce récépissé ainsi que son aptitude médicale au SST du CEA lors de sa prise de fonction.

7.3 Frais de maintenance des dosimètres

Le CEA assure la maintenance des dosimètres qu'il met à disposition du Titulaire. Les frais afférents s'élèvent à 48 € HT par an et par dosimètre ou 12 € HT par trimestre. Le montant afférant au présent marché sera déterminé en fin de chantier en fonction de la durée effective du chantier et déduit de la dernière facture.

7.4 Restitution des dosimètres mis à disposition

A la fin de la prestation, le Titulaire doit restituer tous les dosimètres. Si tous les dosimètres ne sont pas restitués ou s'ils sont restitués dans un état ne permettant pas leur fonctionnement, le CEA opérera une retenue sur le solde du marché à raison de 502,15 € HT par dosimètre non restitué ou hors d'état de fonctionnement.

**ANNEXE 2 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX
(BPU) OU UNITES D'ŒUVRE (UO)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n°4000		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais
Montant total : € HT					
Commentaires :					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.



**ANNEXE 3 - MODELE DE FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS
PREALABLE (FDMDP)**

FDMDP N° ...		
Marché n°4000		Titulaire :
Référence de la spécification technique du CEA :		Référence du devis du Titulaire :
Montant : € HT		
Les prestations correspondent au périmètre suivant :		
Délais(s) d'exécution et date(s) de remise du/des livrable(s) :		
	CEA	TITULAIRE
NOM		
DATE		
SIGNATURE		

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur la FDMDP sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.